

Olivier Galland : « Le clivage au sein de la jeunesse m'inquiète »

Selon le sociologue, la fracture française entre les jeunes diplômés et ceux qui n'ont aucune qualification s'élargit dangereusement.

Marie-Laetitia Bonavita

Sociologue, directeur de recherche émérite au CNRS, Olivier Galland a publié plusieurs ouvrages sur la société française, notamment sur la jeunesse et notre passion nationale pour l'égalité. Il écrit régulièrement pour le centre de réflexion Telos. À partir du « Portrait social de la France » qu'a livré l'Insee cette année, il analyse « l'insondable pessimisme français ».

LE FIGARO. - Comment expliquer l'insondable pessimisme français ?

Olivier GALLAND. - La France a toujours été un pays pessimiste. Les enquêtes lancées sur le sujet depuis trente ans le confirment. Au-delà de la raison conjoncturelle, qui remonte à la crise de 2008, une des raisons de ce pessimisme tient à la culture religieuse. Comme l'a relevé en son temps le sociologue allemand Max Weber, s'opposent, au sein de l'Europe, le catholicisme des pays du Sud et le protestantisme de ceux du Nord. L'éthique protestante vise la gloire de Dieu dans le monde par la réussite économique et favorise donc le développement et l'acceptation du capitalisme. L'esprit du catholicisme considère la réussite économique comme suspecte. Tous les pays du Sud se montrent pessimistes, ou plutôt défiants. La France, toutefois, a la particularité d'être pessimiste à titre non individuel, mais sociétal. Forte de son corporatisme, elle entend défendre les statuts et les privilèges qui y sont associés. Cela mine la cohésion sociale. Contrairement aux pays du Nord, où le taux de syndicalisation ou d'associationnisme est très élevé et où les sociétés sont très civiques.

Peut-on vraiment parler d'inégalités en France ?

La France, sans l'être autant que l'Europe du Nord, est plutôt égalitaire. Et cela grâce à un système public de redistribution très efficace. En dépit d'une légère et récente dégradation, les inégalités de revenus sont restées stables entre les années 1970 et les années 2000. Notre modèle reste bien éloigné de celui des États-Unis, fortement inégalitaire. Quant à l'ascenseur social, les études prouvent qu'il existe toujours. Simplement, son rythme ralentit.

Les discours confondent souvent égalité et égalitarisme...

Les Français ne sont pas égalitaristes. Ils réfutent le nivellement des revenus proposé, par exemple, par l'économiste Thomas Piketty. Ils admettent la hiérarchie des revenus, mais veulent réduire les écarts, contestant ainsi les hauts revenus et les retraites-chapeau de certains grands patrons. Ils croient au mérite, même si les classes populaires privilégient la méritocratie des efforts plutôt que celle du diplôme. Par ailleurs, la richesse et la pauvreté ont changé de nature et sont surtout devenues plus visibles. La richesse est devenue plus ostensible, et les pauvres, victimes de la précarité du travail ou de la solitude familiale et sociale, sont poussés sur le devant de l'actualité. Parmi les « gilets jaunes », il y avait

beaucoup de mères célibataires et de gens désocialisés. Certes, cette précarité familiale ou sociale n'est pas due à l'État mais ce dernier doit peut-être inventer de nouvelles protections.

Le rapport au travail des Français n'est pas toujours très clair...

De tous les pays développés, la France fait partie de ceux où la durée annuelle du travail est la plus faible. Les Français doivent choisir : ou travailler plus et partager la richesse ainsi créée, ou bien travailler moins mais accepter une vie plus frugale. La contradiction est qu'ils veulent à la fois s'enrichir et travailler moins. Une bonne partie d'entre eux sont convaincus qu'il existe un trésor caché, une illusion...

L'impopularité d'Emmanuel Macron n'est-elle pas un obstacle à la réforme ?

Le chef de l'État est à la fois la solution et le problème. La solution, car c'est un social-libéral qui entend faciliter l'accès à un certain nombre de dispositifs d'aide aux personnes exclues en faisant tomber les rentes de situation et les barrières administratives. On l'a constaté avec les réformes du code du travail et de la formation professionnelle, indispensable celle-ci pour combler le déficit de qualification en France. Avec la réforme des retraites, il « tape » dans le dur, en touchant tout le monde. Le problème d'Emmanuel Macron est qu'il est effectivement détesté par une partie de la population. D'abord parce qu'il incarne l'élite, tant par son physique, ses diplômes que son ex-métier de banquier. Ensuite, parce qu'il a sûrement commis des erreurs. Il cherche peut-être trop à convaincre, à prouver qu'il a raison, au risque de donner une impression d'immodestie et de narcissisme. Ce sont des traits de caractère sans doute irréformables.

Partagez-vous les oppositions « France périphérique versus France des métropoles » ou « peuple contre élite » ?

Ces représentations duales sont simplistes. La France connaît bien des inégalités territoriales, mais moins fortes qu'au Royaume-Uni : elle compte des zones rurales pauvres, mais d'autres où il fait bon vivre. Je maintiens que la France des ronds-points était moins un phénomène territorial que social, celui d'une nouvelle « classe de services » qui ne se sent représentée ni par les syndicats, ni par les politiques. Les Français pensent que la structure sociale oppose un peuple aux bas revenus à une élite très restreinte, à l'image d'une pyramide à large base. Mais cette image est fautive. La structure sociale a plutôt la forme d'une toupie, mettant en lumière la prépondérance des classes moyennes. Je crains que cette notion de peuple, bien vague, soit utilisée uniquement pour vilipender les élites. Si clivage il y a, je m'inquiéterais plus de celui au sein de la jeunesse. D'un côté, il y a les diplômés qui s'en sortent bien ; de l'autre, les non-diplômés dont la situation ne cesse de s'aggraver. Sur ce point, il faut saluer la politique du ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, qui a mis le paquet sur l'acquisition des compétences de base. James J. Heckman, Prix Nobel d'économie, a montré que les inégalités cognitives se cristallisent dès le début de la vie.

Marine Le Pen peut-elle être élue à la prochaine élection présidentielle ?

Si Emmanuel Macron échoue, c'est possible. Jean-Luc Mélenchon, le chef de La France insoumise, continue de se discréditer. La gauche a déjà disparu. Restent l'écologie et la droite. La première suscite beaucoup d'interrogations. La seconde ne semble plus savoir où elle en est, devenant antilibérale juste pour s'opposer à Macron. Il faut espérer qu'elle se ressaisisse pour éviter un duopole Macron-Le Pen. Je suis surtout inquiet du doute démocratique qui

envahit notre pays. Sous l'effet des forces antisystème, 40 % des Français se disent favorables à l'élection d'un homme fort, peu préoccupé du rôle du Parlement et des élections. C'est dangereux. J'ose espérer que la culture libérale de la France résiste.

RENCONTRE

